# Tous unis autour des sidérurgistes

Journée de solidarité avec les sidérurgistes, organisée par le PCML

Voir pages 3, 4, 5 et 6

Samedi 12 et dimanche 13 mai 1979 - No 1 091

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

# l'humanite rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste



Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité!

Journée de solidarité organisée par le PCML

A FAMECK, LE 13 MAI

#### Europe : solidarité des prolétariats et des peuples

Pour l'unité des luttes anticapitalistes contre le chômage et la répression Pour l'unité européenne contre les menaces de guerre des deux superpuissances

#### MEETING

Dimanche 20 mai à 14h30 Ala mutualité (Salle B)

A l'appel du Parti communiste marxiste-léniniste. du Parti communiste révolutionnaire marxisteléniniste.

de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire

Il militait au Parti communiste français. Parce qu'il était en désaccord et qu'on lui refusait la parole, il a démissionné avant le XXIIIe congrès. Découragé ? Pessimiste ? «Non» pour Emile Jaffré

#### «Il faut continuer la lutte»

Voir en page 8

# 38e CONGRES DE LA CFDT Une majorité étriquée

Le recentrage fortement remis en question.



C'est à l'arraché que Maire a rassemblé une courte majorité ; tout au long des deux premières journées, la discussion générale avait eu un contenu largement critique. Une opposition certaine s'est manifestée lors des votes.

Voir page 2

## Des militants du PCF manifestent contre le régime tchécoslovaque

EUDI 18 h, l'am-bassade de Tchécoslovaquie, tapie au pied de la tour Eiffel est cernée par un consistant cordon de gardes mobiles, mousqueton à l'épaule. Que se passe-t-il ? En réalité, il s'agit d'une barrière protectrice destinée à empêcher une délégation de militants du PCF venus réciamer la libération de Jaroslav Sabata, condamné ce même jour à Prague à 18 mois de prison.

La délégation conduite par l'écrivain Hélène Parmelin, fit, sur les lieux, une courte manifestation proclamant : « Pas de socialisme sans liberté ».

Au cours de leur intervention, ces militants du PCF et de l'UEC dénonceront avec force la présence

au 23e congrès de leur parti d'une délégation des emprisonneurs tchèques du parti de Husak.

Ce même jeudi, dans la matinée, un message de représentants de la Charte 77 était transmis par une autre délégation de militants critiques du PCF au 23e congrès. Le texte dénonce la répression policière et les interdictions professionnel-les auxquelles sont soumis en Tchécoslovaquie des milliers de citoyens. Transmis aux militants du PCF, D. Ouaki, D. Lapostre et Violette Harvin, par des re-présentants de la Charte 77, le texte a pu être ramené de Prague par cette dernière. En effet, les deux autres étaient, eux, arrêtés à leur hôtel par la police tchécoslovaque.

d'être des « agents du terrorisme international ». Ils étaient expulsés après avoir

ments. P.M.



La gerbe à la mémoire de Jan Palach que les militants du PČF n'ont pu déposer devant l'ambassade de Tchécoslovaquie, gardée par les flics.

Voir aussi en page 7

# Une majorité étriquée

Chérèque le mal élu

E jeudi, le congrès a eu à se prononcer sur de nombreux points : amendements à la charte financière, et charte financière elle-même le matin, rapport d'activité, après la réponse d'Edmond Maire aux interventions. Election du bureau national l'après-midi. Disons-le tout de suite : le contenu largement critique de la discussion générale qui, tout au long des deux premières journées, a traduit en même temps les nombreuses interrogations des délégues et une opposition certaine aux orientations confédérales s'est traduit très concrètement à travers ces votes. Dès le premier d'entre eux, la direction frôlait la défaite.

L'amendement annulant la proposition confédérale d'augmentation du taux des cotisations à dater du 1er janvier 1980 (augmentation de 0,70 à 0,75 % du salaire mensuel réel) fut repoussé de justesse : 50,45 % contre, 46,38 % pour et 3,17 % de nuls et abstentions. Mais le deuxième vote, reportant l'application de cette mesure au 1er janvier 1982, fut adopté par le congrés à une large majorité (14 914 pour, 8 354 contre), diminuant sensiblement la portée de la charte financière adoptée ensuite et dont l'augmentation du taux des cotisations était l'élément essentiel.

C'est, bien sur, le vote sur le rapport d'activité qu'on attendait avec le plus d'intérêt et non sans inquiétudes pour certains! Il n'était guère pensable que le rapport fut repou sé, il s'agissait bien de mesurer une opposition et des doutes par rapport à l'orientation confédérale dont le congrès reflète d'ailleurs imparfaitement la réalité : le nombre de nandats de petits syndicats regroupés entre les mains de permanents, et d'ailleurs la proportion fort élevée de permanents d'us ce congrès, surtout si l'on y inclut les permanents prefessionnels a, ceux qui travaillent un ou deux jours par m is dans les PTT, à la SNCF ou ailleurs : tout cela déforme la réalité syndicale dans un sens bien certainement favorable à la direction confédérale.

Le résultat 56.8 % pour ; 31 % contre et 12,2 % de nuls et abstentions — constitue bel et bien un échec de la ligne confédérale. Echec un peu facilement transformé en succès par Edmond Maire, lors de sa conférence de presse, sous l'argument, par trop simple, qu'il avait envisagé un score plus mauvais.

En 1976, au congrès d'Annecy, c'est 66,41 % des voix qu'avait obtenues le rapport d'activité avec 20,1 % d'abstentions et 19,39 % de nuls.

Quant aux élections au bureau national, le résultat est particulièrement significatif pour Chérèque, secrétaire général de la FGM, qui s'est particulièrement mis en valeur dans la politique de recentrage, de négociation tous azimuts et de « normalisation », candidat à la commission exécutive dans laquelle il doit devenir secrétaire général adjoint de la confédération qui obtient le moins de voix de tous les clus. Il atteint 14 197 mandats, soit pratiquement le même nombre que pour le rapport d'activité. Dans le collège de la commission exécutive, alors que les neuf autres candidats ont entre 19 136 et 16 306 mandats. Chérèque obtient 2 129 mandats de moins que le 9e élu.

le rapport introde Maire était terne, sa réponse aux interventions des delegues. jeudi apres-midi, avant le vote sur le rapport d'activité ctait plus muscle. Des le debut, il classe les interventions en deux catégories celles qui ont fait des critiques = positives = et celles qui se situent clairement en opposition à la politique d'action proposée par le Bureau national et le Conseil national », précisant que le « nombre, la vigueur el la nature de ces interventions mettaient en péril les acquis confederaux » et que la nature de certaines de ces critiques ne me parait pas admissible u

La majeure partie de l'intervention de Maire consiste alors à justifier le recentrage adopte voici un au en revenant sur les critiques qui ont été faites dans le débat général.

Maire a été ainsi amene à critiquer plus clairement qu'il ne l'avait fait jusqu'ici l'attitude de la CFDT avant mars 1978 : - De 1976 à

1978, nous n'avons pas réussi à peser vraiment sur l'évolution de la crise, sur la restructuration à faire des lutfes sociales un moyen de contre attaque unitaire. Tous plus ou moins, nous comptions d'abord sur les elections législatives, pour resoudre les grands problemes sociaux. Nous étions moins acharnés à la constitution d'un rapport de force sur le terrain social pour imposer des accords négocies au patronal comme normal du combat syndical, tellement nous ctions pris dans l'optique du rapport de force électoral. La question qu'on peut se poser, la question qu'il faut se poser, c'est de savoir si, réellement, en cas de victoire de la gauche sans mobilisation consciente de la majorité de la population, les difficultés inévitables, politiques (entre les partis de gauche), sociales (du fait de l'inflation), internationales (etant donné l'absence de convergences entre le mouvement ouvrier français et le mouvement ouvrier

curopcen), oui, toute la

question est de savoir si, sans cette mobilisation préalable, le succes électoral n'allait pas tout droit à la pire des déceptions ».

C'est « l'autocritique » que présente Maire, autocritique à partir de laquelle il estime nécessaire le retour à la stratégie antérieure de la CFDT et justifie entre autre :

— La demande d'audience à Giscard « faite pour faire choc, pour montrer la volonté du Bureau national d'être présent sur le terrain, inserré à plein dans la société française »;

— La « modération du ton » ou « si nous menons l'action syndicale à partir de la pratique proposée à ce congrès, il est possible que notre ton apparaisse plus modéré mais sur le fond, cela se révélera beaucoup plus efficace »;

coup plus efficace »;
— L'accord sur l'indemnisation du chômage, « même si c'était au prix d'un retour sur certains avantages acquis par une minorité de chômeurs »;

La « compensation », la reduction de la durée du travail, sauf pour les bas salaires car « c'est seulement au plan de chaque entreprise que l'on pourra apprécier cas par cas, les conséquences et les modalités de la réduction en matière de création d'emplois, d'horaires, de durée d'utilisation des équipements et de compensation ».

Dans sa conclusion, Maire veut préciser les choix offerts aux délégués en adoptant ou refusant le rapport d'activité : «Avant ce congrès, j'avais conclu que s'il y avait des réserves nombreuses, des désaccords et des oppositions à la ligne d'action proposée, il n'y avait cependant pas d'alternative politique globale dans la CFDT. Je m'étais trompé. Un certain nombre de syndicals (...) nous demandant de nous en tenir à quelques grandes revendications immédiates et unifiantes, à appeler à la généralisation et à la glo-

balisation de la lutte en

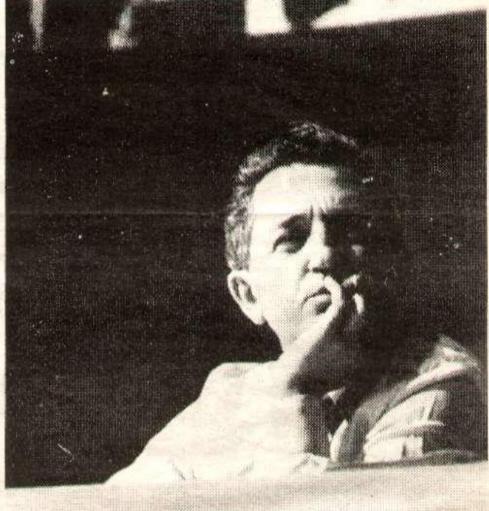
priorité contre le gouvernement, à proclamer la nécessité d'une rupture politique avant tout changement profond, à crier bien haut notre volonté de voir la gauche politique s'unir et se présenter à nouveau comme l'alternative politique ».

La manœuvre est grosse. Maire utilise quelques interventions caricaturales faites dans le débat général, sans aucune référence à la pratique, concentrées autour du mot d'ordre de grève générale pour présenter une fausse alternative : le recentrage ou une ligne gauchiste complètement coupée de la réalité. Et il appelle tous les hésitants à voter le rapport d'activité au nom du refus de cette ligne.

Mais la manœuvre était trop grosse et ne tenait pas compte des problèmes bien posés dans le débat par un grand nombre de délégués.

Plus de 43 % des mandats n'adoptaient pas ce rapport d'activité.

Voilà le résultat! Gilles CARPENTIER



Maire à la tribune du congrès

# Le rapport général d'Edmond Maire et la situation internationale

I sur la partie de son rapport général concernant la politique d'action, Edmond Maire est apparu sur la défensive (voir numéros précédents de notre journal), la partie consacrée à la situation internationale doit être appréciée comme positive sur un certain nombre de points.

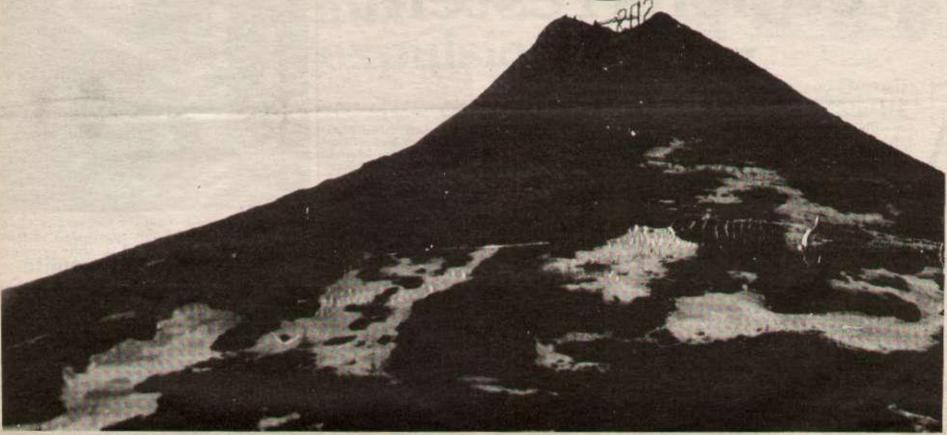
Il a notamment souligne la volonté de construire un mouvement syndical unitaire indépendant de la politique des deux superpuissances, s'épaulant mutuelle-

ment avec le syndicalisme des pays du tiers monde. L'analyse des forces syndicales internationales, conduit le secrétaire général à considérer la FSM dans l'incapacité à être autre chose que l'outil idéologique de la politique de l'Etat soviétique. D'autre part, la critique de la CMT considérée comme incapable de sortir du ghetto démocrate-chrétien conduit Edmond Maire définir comme « position la moins mauvaise » pour la CFDT de se situer en a organisation autonome », afin de « contribuer à la mesure de notre force, au processus de renouveau du syndicalisme mondial entamé à notre sens avec la construction de la CES et de POUSA, l'Organisation unitaire du syndicalisme africain »

En quittant la CMT, sans pour autant se mettre sous la coupe de la FSM ou des syndicats américains, la CFDT choisit une voie indépendante pour la reconstruction d'un syndicalisme unitaire international (solidarité internationaliste entre syndicats du tiers monde et mouvement syndicaliste

des pays d'Europe). En choisissant la CES, la CFDT insiste pour que celle-ci a poursuive son évolution vers une ouverture unitaisans exclusive n. CFDT considere nécessaire l'entrée de la CGT dans le CES. Edmond Maire pour-: « La CES, parce suit qu'elle a choisi l'action et l'autonomie par rapport aux confederations internationales, doit être logique avec ses choix et accepter en son sein l'ensemble des centrales syndicales démocratiques et représentatives d'Europe occidentale ».





## JOURNEE DE SOLIDARITE ORGANISEE PAR LE PCML

### A Fameck (Lorraine), le 13 mai au centre social, rue de Tourraine

ES lettres de licenciements vont bientôt arriver massivement à Denain et en Lorraine. Les hommes di capital, Giscard-Barre et compagnie, sont bien décidés à poursuivre leur plan de « restructuration », à jeter à la rue ouvriers et ouvrières par dizaincs de milliers. Et pour ce faire, ils s'en prennent aux droits démocratiques durement conquis dans le passé, le droit de grève, le droit de manifester, les libertés syndicales.

Le Nord et la Lorraine sont sérieusement touchés. Mais c'est toute la classe ouvrière qui est visée. Hier, c'étaient ceux de la navale, de la chaussure, du textile. Demain, ceux de l'électronique sont menacés.

Pour faire face, pour riposter efficacement, il faut combattre en rangs serrés, ensemble, en même temps contre nos ennemis communs, le capital et ses hommes au pouvoir, Giscard-Barre. Il faut absolument l'unité de la classe ouvrière.

Les sidérurgistes ne sont pas seuls. Une volonté profonde de solidarité s'est manifestée et monte de partout. Et pourtant, combien de divisions dans l'action, combien de contre-temps, de ratés, de malentendus?

Les bourgeois comptent sur ces divisions, les exploitent, les organisent, les suscitent. Les décisions des chefs politiques et syndicaux de la classe ouvrière y contribuent aussi bien souvent.

Aujourd'hui, plus que jamais, il urge de renforcer la solidarité de classe autour des sidérurgistes, de tous les travailleurs menacés, il urge de se battre dans l'unité.

Nos ennemis communs, nous les connaissons bien. Inutile de détourner nos coups qui vers l'Allemagne, qui vers Bruxelles, qui vers le PS. Nous les connaissons bien, nos ennemis: nos patrons, leurs banquiers, leurs hommes au pouvoir, les Ceyrac, Giscard, Barre et compagnie.

C'est contre eux que doivent se concentrer tous les coups, converger toutes les luttes.

Dans l'unité de tous : chômeurs et actifs, ceux qui sont menacés de licenciements et les autres, jeunes et femmes plus touchés par le chômage, Français et immigrés que le pouvoir matraque et expulse.

Lutter ensemble, c'est gagner l'unité des syndiqués et des non-syndiqués, c'est gagner l'unité des ouvriers cégétistes et des cédétistes.

C'est construire l'unité à la base à l'atelier, dans l'entreprise, à l'intérieur d'un même trust, d'une branche à l'autre. C'est faire

Lors de la journée de solidarité de Dunkerque le 29 avril

exister et se développer la solidarité internationale des travailleurs.

C'est faire converger autour de la bataille pour l'emploi les autres luttes pour les salaires, les conditions de vie et de travail, les libertés syndicales et démocratiques.

Lutter ensemble, en même temps, c'est surmonter l'esprit de boutique des organisations politiques et aussi syndicales.

La classe ouvrière a les mêmes intérêts, les mêmes aspirations, le même idéal. Il appartient à chacun et chacune de ses fils et filles de construire, de consolider, de développer la solidarité de sa classe.

Notre Parti, le Parti communiste marxisteléniniste, s'efforce de mettre sa pierre à l'édifice pour l'unité.

A Dunkerque le 29 avril, à Denain le 30 avril, il a organisé des journées de solidarité. Ces jours-là, des travailleurs de tout le pays ont apporté leur solidarité se sont informés, ont échangé des avis et des expériences. Ils ont mieux connu leurs difficultés mutuelles, leurs efforts réciproques, leurs espoirs communs. Ils se sont mieux compris et ont resserré leurs liens, travaillant ainsi à l'unité dont la classe ouvrière a le plus besoin.

Notre Parti organise une journée de solidarité en Lorraine le 13 mai prochain.

C'est une contribution modeste et encore limitée ; il faudra bien d'autres luttes, bien d'autres rencontres, bien d'autres efforts pour l'unité. Nous souhaitons que ces journées permettent de montrer que la solidarité et l'unité sont nécessaires et possibles, que, tête haute et rangs serrés, la classe ouvrière de notre pays y puisera confiance et détermination dans ses forces et dans l'avenir.

Le secrétariat du Comité central du PCML Le 10 mai 1979.

# Beaucoup de questions restent posées

USINOR-Dunkerles travailont repris progressivement le travail à partir 23 avril, mis à du lundi part les hauts fournistes qui ont poursuivi encore 15 jours, jusqu'à lundi der-

On pourra regretter qu'à l'heure où nous écrivons, plus de 15 jours après la reprise, aucun tract n'est venu fournir aux travailleurs matière à réflexion sur les leçons de la greve et les conditions de la reprise. Sans doute que le bilan est difficile à faire. Notons que des le 24, des réunions d'information se sont tenues sur le tas, secteur par secteur.

Un ouvrier du train à bandes rapporte que son équipe a ainsi arrête à 90 % pendant une heure pour fai-re le point sur la situation,

L y a plus de 3 se-maines a présent que

la reprise s'est effec-tuée dans l'entrepri-

se de laminage à froid d'Usinor-Mardyck à 6 km

Mais vraiment, en cette fin

de grève, l'abattement n'é-

tait pas de mise parmi les

travailleurs qui reprenaient

le travail avec le sentiment

d'avoir accru leurs forces

face aux patrons. La direc-

tion avait engagé des pro-cédures de licenciement contre deux délégués CGT

et des mises à pied de huit

de la CFDT, en violation

ouverte du droit de grève

et au mépris des libertés

syndicales. Mais elle a été

contrainte à un recul

face à la riposte massive

et unie des travailleurs

torsque les délégués CGT

sont passés dans les ate-

liers avec le cahier de re-

vendications (qui mention-

nait le refus des licencie-

ments et des sanctions à

contre cina militants

de Dunkerque.

USINOR-MARDYCK

Cette grève qui a donné

des forces

mais, me dit-il, les gars n'étaient pas motivés.

#### A L'IMAGE DES HAUTS FOURNEAUX

La direction a rencontré beaucoup de difficultés pour mettre à feux les hauts fourneaux en raison de la remarquable combativité des hauts fournistes. Finalement, le HF2 a été rallumé par la maitrise et 25 travailleurs de Denain « en dépla-cement » à Dunkerque. Ici, deux questions se posent. D'abord beaucoup de si-

dérurgistes se demandent pourquoi on n'a pas appelé empêcher la maitrise de briser la grève ainsi que cela a été fait à la Solmer à

Ensuite, les sidérurgistes venus de Denain étaient presque tous des travailleurs immigrés subissant des pressions patronales parce que leur carte de séjour était venue à échéance. Sans doute qu'à Denain, la mobilisation est demeurée insuffisante contre ce danger et, en y recrutant ses briseurs de grève, le patron aura joué sur son terrain préféré : la division.

Quoi qu'il en soit, pré-tendre qu'il s'agissait d'un « simulacre de démarrage » pour provoquer « la panides grévistes », alors que chacun savait bien que le patron était en train de briser la grève, relève d'un incroyable aveuglement.

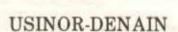
Les autres hauts fourneaux ont donc suivi : le numéro 1 d'abord, puis le 4 et enfin le 3 au début de cette semaine. Au train a bandes, où il n'y a pas encore assez de brames, les travailleurs ont brutalement été informés qu'ils étaient mis en réparation : normalement l'arrêt annuel réparation-entretien, qui dure 8 à 15 jours a lieu septembre. Juste avant, ligne avait eu le temps, depuis la reprise, de tourner 6 postes avec le stock de brames existants. Tout cela montre bien que la direction aurait pu éviter le lock-out et qu'elle y a eu recours de manière délibérée.

Aujourd'hui après la greles sidérurgistes sont confrontés aux pertes de salaire. Elles sont importantes : d' un à deux tiers du salaire. La situation financière devient bien difficile. Elle est d'ailleurs la même Mardyck où un délégué a recu seulement 950 F pour le mois d'avril tandis que se produisent des saisies sur meubles chez les travail-

A Dunkerque, de nombreux sidérurgistes ont utilisé l'avance sur salaire que la direction faisait miroiter depuis quelques temps pour accélérer la reprise. Mais déjà, le patron récupère des journées de grève sur ces avances... Révolté par ces procédés, un travailleur lance: « Ces patrons, il fau-drait les tuer! ».

A Dunkerque, les sidé-rurgistes ont affronté une direction intransigeante et prête à tout, qui a lancé la maitrise, des briseurs de grève, et utilisé le lock-out, tandis que les démo-lisseurs du syndicat lui facilitaient la tache en suspendant la section CFDT en pleine bagarre. Il est certain que le lock out a créé une situation très difficile. La leçon de tout cela devra être tirée. « Je ne vois qu'une solution : la grève à 90-100 %, nous déclare un sidérurgiste, c'est la seule chance qui nous res te. Mais sur un objectif concret. Dans l'immédiat, cette solution, je ne la vois pas ».

Rémi DAINVILLE



# Vite briser la passivité!

USINOR-Denain, depuis une semaine, la CGT conles 6 500 sulte travailleurs, service par service, poste par pos-Mercredi 9, c'étalent ceux des hauts-fourneaux et des trains à bandes. Jeudi, ceux des aciéries.

Vendredi aura lieu une assemblée du personnel qui aura à se prononcer sur la proposition d'occupation de l'entreprise lancée par la CGT depuis le 1er mai et à laquelle la CFDT ne s'est pas ralliée. Il est vrai que certains travailleurs disent : « Il est trop tard » et d'autres : " On ne veut plus perdre de fric ».

Avec les lettres de préretraites et les primes de 5 millions, la direction poursuit à marche forcée son entreprise de division et de démobilisation. Le bruit court que plusieurs centaines de travailleurs auraient accepté la prime de départ volontaire, ce qui, en réalité,

est peu. La CGT a proposé une manifestation le 17 mai prochain à Paris, jour de la ren-

contre entre Boulin et les organisations syndicales de la métallurgie. Mais on peut douter de l'efficacité d'une nouvelle « montée à Paris ».

#### LA CGT

Hier, 9 mai, avaient lieu les élections de délégués du personnel à Usinor-Denain. La CGT progresse de 4,4 % dans le premier collège (ouvriers, employés) par rap-port aux exprimes. Car, par rapport aux inscrits, elle perd 1,17% des voix. La CFDT, quant à elle, régresse. Voici les résultats : pre-mier collège : inscrits, 5 449 (6 000) en 1978), votants: 4 238 (4 800 en 1974 et 1978), exprimés: 4 086 (4 805 en 1978); CGT: 2 841 voix (3 225 en 1978), soit 53,12 % des inspirit 2 200 en 1978); en 1978), soit 53,12 % des inspirit 2 200 en 1978); en 1978), soit 53,12 % des inspirit 2 200 en 1978); en 1978), soit 53,12 % des inspirit 2 200 en 1978); en 1 crits (53,30 % en 1978) soit 13 sieges. CFDT: 924 voix (1 283 en 1978) soit 16,96 % (21,21 % en 1978). Deuxième collège (cadres : CGC : 30,13 %, CGT : 21,26 %, CFDT : 22,33 %.

Ils ne trouveront plus de

branches

de kilomètres.

maintenant?

festations des travailleurs. On a fait une manifestation de jeunes scolarisés, Les Flammes de l'espoir. Le lendemain, on a fait une journée de grève et une marche sur Longwy. On a



Rencontre avec le comité de jeunes en lutte de Longwy

# Etre jeune à Longwy

Les sidérurgistes de Longwy ne combattent pas seulement pour leur droit au travail, ils luttent aussi pour l'avenir de leurs enfants, pour que la jeunesse de Longwy ne soit pas réduite au chômage, contrainte à l'exode. Des lycéens et des jeunes chômeurs, conscients que leur avenir est lié au combat des sidérurgistes ont créé le Comité des jeunes en lutte. Ecoutons-les.

HR : Pourriez-vous nous expliquer le rôle de votre comité

Nous voulons faire une journée d'animation pen-dant le week-end de Pentecôte. Le but serait de regrouper des jeunes scolarisés, des jeunes chômeurs et des jeunes travailleurs, afin d'échanger des idées, pour pouvoir discuter entre nous, on inviterait aussi d'autres jeunes des villes où il y a des luttes ouvrières ou ly céennes. Nous l'avons aussi créé pour combattre la réforme Soisson, les fermetures de classe et ici, la fermeture du CET de la sidérurgie.

HR : Quelles sont pour les jeunes les conséquences des licenciements?

travail, ils n'en trouvaient déjà plus beaucoup avant! la région et même partir a l'etranger et il y a aussi pas mal de jeunes qui pensent à s'engager dans l'armée. Mais ce ne sont pas de vraies solutions. Des d'enseignement qui n'ont pas de débouchés directs dans la région seront supprimées. Pour faire des études, il faudra se dépla-cer de plusieurs centaines

> HR: Comment les lycéens se sont-ils asssociés à la lutte des travailleurs

On a participé aux maniparticipé à différentes actions: la marche sur Paris, sur Nancy, sur Dunkerque. Il n'y a pas mal de jeunes qui participent aux occupa-tions. Le 1er mai, il y avait beaucoup de jeunes à la manifestation et au commissariat. Le but de la manifestation-commissariat le retrait des forces de l'or-

dre de Longwy. Cela n'avait pas d'autre but car on dit que « c'était de la provocation ... Qu'il ne fallait pas y aller » Beaucoup de jeunes qui étaient à la manifestation qui se déroulait à Longwy-Haut sont descendus au commissariat.

- HR : Au lycée, les jeunes se sentent-ils concernés par tout ce qui se passe?

Oui, ils se sentent concernés, mais ils ne participent pas tous aux marches, aux actions qui se déroulent à Longwy ou ailleurs. Il faut pousser pour participer, mais malgre tout, ils se sentent vraiment concernés, mais en ce moment, on discute moins qu'il y a un

HR : Est-ce que vous avez discuté de l'avenir de ceux qui vont quit-ter l'école en juin ?

On ne se pose pas de questions. C'est l'ANPE qui nous attend. Il y en aura deux ou trois qui trouveront du boulot, c'est optimiste.

On se quitte. Futurs chômeurs, ils savent que c'est l'avenir qui les attend et c'est contre cela qu'ils luttent aux côtés des sidérurgistes. Leur initiative de la Pentecôte mérite d'être largement connue, dans bien des régions les jeunes connaissent les mêmes problèmes, vouloir qu'ils se ren-contrent à Longwy, va dans le bon sens.

#### côté des revendications satariales) tout le monde a signé. Preuve que l'unité forgée dans la lutte n'est pas entamée. Succès important : les deux licenciements sont à présent sus-pendus. Mais la mobilisation se poursuit contre les

#### L'HEURE DU BILAN

inadmissibles.

Une dizaine de travailleurs non-syndiqués sont ve-

mises à pied qu'i demeurent

nus à une réunion syndicale (ce qui leur demande revenir à l'usine après leur boulot) pour savoir quelle suite allait être donnée à la grève. Ce qui montre que la conscience de la nécessité de lutter avec l'arme syndicale a progresse à Mardyck. De fait, actuellement, ça discute sur la grève passée : c'est l'heure du bilan. Connaître les points faibles de lutte, c'est une bonne chose pour avancer. De l'avis des responsables syndicaux, l'action semble avoir été insuffisamment preparée : « On n'est pas passe dans les ateliers pour demander aux gars ce qu'ils pensaient, ce qu'il fallait faire d'après eux ». La lecon est tirée que les discussions auraient pu être plus nombreuses avec les grévistes durant l'action. Un travailleur nous rappelle que la maitrise, elle, s'était très bien organisée sur ce point puisqu'elle a été jusqu'à faire du porte à porte chez des ouvriers pour leur demander de signer une péti-

tion anti-greve. Aujourd'hui, mercredi, 9 mai, le bruit court que ceux de Montataire (qui font le même type de production) sont partis en grève. Est-ce

Encore une fois, les sidérurgistes butent sur le mur de l'isolement et de la division des entreprises, ce mur qu'il faudra bien finir par abattre.

Rémi DAINVILLE

FOYER SONACOTRA DE LORRAINE (THIONVILLE)

# Des centaines de travailleurs immigrés face aux menaces d'expulsion

Après avoir organisé une parodie de négociation, la direction de la Sonacotra a provoqué des expulsions en masse à Strasbourg – 150 résidents le 10 avril – puis a expulsé quelques résidents à Nancy et à Metz.

Nous voici arrivés au mois de mai, et le face-àface, l'épreuve de force continue plus que jamais. La Sonacotra se sent forte avec cette possibilité qu'elle a, d'un jour à l'autre, d'expulser des centaines de résidents et avec le soutien zélé du gouvernement et de ses flics, mais elle hésite à recourir à cette « solution finale » pour plusieurs rai-

lutte dans les foyers et la

lutte des sidérurgistes contre

Dans cette région, les im-

migrés des foyers ont un lien direct avec la sidérur-

gie, soit ils sont chômeurs

parce que les maitres de

sés ces dernières années, soit

s'en sont débarras-

les licenciements.

SON grand regret, la Sonacotra est obligée de constater que les expulsions n'ont pu mettre fin à la grève nulle part, pas même à Strasbourg où la lutte continue malgré les expulsions et les démonstrations de force po-

Ensuite, si la violence de la répression a entamé quelque peu la mobilisation des résidents, leur détermination demeure intacte. « Pas un centime pour la Sona-cotra » reste la devise de ces travailleurs immigrés dont beaucoup sont chô-meurs. Comment ces immi-grés du foyer de Longwy qui ont été licenciés de la Chiers et d'Usinor il y a deux ans, pourraient accep-ter de repayer 300 F de loyer et de rattraper leurs années d'arriérés avec les 400 F par mois que leur donne généreusement l'AS-SEDIC pour vivre ?

#### RESIDENTS ET SIDERURGISTES

Enfin, les résidents sont beaucoup moins isolés qu'au début de la lutte, ceci est particulièrement vrai dans la région de Thionville et à Longwy où s'est opéré un début de jonction entre leur ils sont encore sidérurgistes, soit ils sont encore employés dans des entreprises liées à la sidérurgie et aussi grâce aux initiatives qu'ils ont pu prendre, le lien commence à se faire.

Les résidents en lutte ont participé aux actions sur la sidérurgie (manifestasur la siderurgie (maintesta-tion du 12 janvier à Metz, ville-morte et barrages à Longwy, 1er Mai, etc.) En même temps, le soutien des métallos et des sidérurgistes aux résidents s'est concrétisé : soutien actifs de l'UIS-CFDT de Longwy, aide concrète des gars de la Sotracomet. Cette jonction entre les deux luttes est très importante autant parce qu'elle renforce les résidents en rompant leur isolement que parce qu'elle constitue un pas en avant remarquable dans la construction de l'unité français-immigrés.

Au cours de l'été 1978, la grève des loyers s'éten-dait très rapidement à la quasi-totalité des foyers de Lorraine, regions de Metz, Nancy, Longwy, Thionville, Forbach. Inquiète de cette extension massive de la greve en province, la Sonacotra s'est lancée immédiatement dans la répression. De juillet à décembre, les résidents ont du faire face à une situation particulierement difficile. Il leur fallait mener deux tâches à la

 D'un côté, les résidents devaient s'organiser, se former pour la lutte, se donner des comités de ré-sidents solides, construire leur unité au niveau de la région et avec le Comité de coordination consolider leur lutte et la faire connaître :

 De l'autre, les résidents devaient se mobiliser pour résister aux divers assauts de la répression (chantages, agressions physiques, jugements en référés, expulsion des délégués, matraquage, policiers, etc. Pour les résidents, le 1er décembre, date d'ouverture de la période hivernale, arriva à temps pour leur donner un peu de répit. Ils s'attendaient à ce que, des le 15 mars, la répression parle de plus belle. Comme prévu, au mois de mars, la Sonacotra lançait une grande offensive. Ayant obtenu des décisions d'expulsion de foyers par centaines, elle était décidée à les utiliser pour liquider la grève dans l'Est. Mais, jusqu'à aujourd'hui, elle n'a pas été jusqu'à vider complètement ces foyers, hésitant quand même à renoncer à ce gagne-pain si lucratif.

L'ATTEL DE DES ORGANISATIONS AEVOLUE

Autre raison aussi, l'atti-tude des organisations syndicales et politiques par rap-port à la lutte a évolué. A Thionville, par exemple, une douzaine d'organisa-tions ont signé et diffusé un tract à 200 000 exemplaires et surtout ont pris l'engagement de répondre à tout appel des comités de résidents, pour se mobiliser face aux expulsions. Dans ces organisations, on note la présence de la CFDT, du PS, de la CSCV. Quant au PCF et à la CGT, ils mènent leurs actions propres (tracts, communiqués, délégations des élus, etc.) tout en continuant à pousser à négocier. Leur mot d'ordre à eux n'a pas changé, c'est tou-jours : « Virez les gauchistes et payez vos loyers ».

#### UNE LUTTE QUI JOUIT D'UN LARGE SOUTIEN

Cinquièmement, plus gé-néralement, la lutte est largement connue dans la population à force de tracts, d'affiches de manifestations, d'articles de presse, mais surtout grâce à leur ma-gnifique détermination, des résidents ont réussi à faire connaitre leur situation, leur lutte les menaces d'expulsion qui pèsent sur eux. Ces éléments contribuent à renforcer la position des immi-grés. La Sonacotra hésite à employer la « solution finale », car elle sait qu'elle aura affaire à une opposition farouche des résidents et à une mobilisation qui dépasse largement les foyers, pour gagner petit à petit, même si c'est encore insuffisant, les quartiers et les usines. Correspondant Thionville.





Septembre 1978. Les travailleurs immigrés, résidents des foyers Sonacotra, manifestent à Thionville



#### Dunkerque, Denain, Longwy, solidarité!

Journée de solidarité organisée par le PCML

A FAMECK, LE 13 MAI

#### PROGRAMME

LE MATIN, les délégations d'ouvriers et de travail-leurs, venus des quatre coins du pays, rencontreront des sidérurgistes, des travailleurs immigrés, la population de différentes localités de la sidérurgie, pour leur apporter leur solidarité et s'informer sur leurs difficul-

LE RASSEMBLEMENT commencera à 14 h. On pourra discuter autour des stands des entreprises, s'informer, échanger des points de vue discuter avec les militants locaux du PCML au stand de leur journal Servir le peuple, avec les journalistes de l'Humanite rouge ; se procurer des livres au stand de la littérature des Editions du Centenaire.

A 14 h 30, le Théâtre des Trois vallées présentera un court spectacle sur la sidérurgie lorraine, qui prend

pour cible le maitre des l'orges De Wendel. De 15 h à 16 h 30, se dérouleront parallèlement

quatre forums, ayant pour sujet : — Les luttes des sidérurgistes ;

L'unité des travailleurs français et immigrés ; Les jeunes et l'emploi ;

La solidarité entre les luttes.

Pendant le même temps (de 15 h<sup>2</sup> à 16 h 30), on pourra aussi regarder

Le spectacle théâtral du Théâtre du Printemps du Nord intitulé A l'endroit nous le remettrons, ce monde à l'envers.

La Lyre des travailleurs qui chantera ses derniéres chansons sur la sidérurgie.

Le film des travailleurs de la SFP sur Longwy, etc. Vers 17 h, la chorale de Fameck chantera des chansons de lutte de la région de Lorraine. Puis, vers 17 h 30, le meeting central sera consa-

cré aux luttes des sidérurgistes et à la solidarité aux sidérurgistes.

Une intervention du PCML clôturera le rassemblement vers 19 heures.

#### Agression contre un militant CGT à Longwy

ANS la nuit de mardi à mercredi, un militant de la CGT a été l'objet, de la part de quatre individus apparte-nant à l'association « L'avenir du 'pays-haut », d'une agression. Cette association assure. la propagande du patron des forges de Gorcy, Labbé. Ce militant portait un foulard autour du cou, un foulard avec l'emblème de la radio de la CGT « Lorraine cœur d'acier ».

Alors qu'il avait interpellé les quatre individus en leur demandant pourquoi, ils n'osaient pas distribuer leurs

tracts en plein jour, ils se sont jetés sur lui et l'ont roué de coups. Il a dû être conduit à l'hôpital ; il serait blessé à la colonne verté-brale. Cet acte de type fasciste a suscité parmi les sidérurgistes une indignation légitime. Le vrai responsable de cet acte, au-delà des hommes de main, n'est autre que celui qui les em-ploie : Labbé. Ce n'est pas un hasard si cet acte a été commis alors qu'une campagne est orchestrée contre la grève à l'aciérie. Après les CRS, les hommes de main : tout est bon au patronat pour tenter de faire capituler les travailleurs.

# Vers la reprise du travail à l'aciérie

De notre envoyé spécial

PRES trois semaines de grève, il semble bien que les sidérurgistes de l'acierie s'acheminent vers une reprise du

Une consultation des travailleurs de l'aciérie organisée par la CGT et la CFDT devait avoir lieu ce jeudi matin, mais très peu de travailleurs y ont participé.

De son côté, la direction d'Usinor a levé le lockout qui durait depuis quinze jours et touchait trois services de l'usine.

Depuis plusieurs jours dé-jà, des difficultés de mobilisation étaient sensibles. Elles se traduisaient notamment par la faiblesse des effectifs des occupants de l'aciérie et aussi par une tendance à la reprise du travail. Depuis le début, l'enthousiasme n'y était pas. Malgré les appeis des organisations syndicales, la greve n'a pas pu s'étendre aux autres services de l'usine. De nombreux facteurs sont sans doute entrés en ligne de compte pour aboutir à cette

Parmi eux, les difficultés financières ont dû occuper une bonne place. De nombreux travailleurs ont dû hésiter devant la perspective d'une grève à l'issue incertaine. Beaucoup ont dû se dire aussi qu'il était bien tard pour engager l'action contre un patronat déterminé à appliquer

Par ailleurs, il semble que cette grève ait été imposée aux travailleurs, elle n'a pas été préparée par des discussions parmi les travailleurs, que ce soit à l'aciérie ou dans les autres services. Un beau matin, les sidérurgistes se sont retrouvés avec des piquets aux portes

qui leur interdisaient l'entrée et quelques bousculades ont eu lieu. On peut d'ailleurs noter qu'à aucun moment, il n'y eut d'initiative pour permettre aux travailleurs de s'exprimer, de faire connaître leur point de vue.

Une autre constatation doit être faite : les grèves ont eu lieu tout au long de ces derniers mois : à Dun-kerque, à Fos, à Long-wy, à Denain. A de multiples reprises, des ripos-tes de masse aux agressions policières ont eu lieu. Tout cela prouve que la volonté de se battre exis-tait bel et bien parmi les

#### Solidarité financière avec ceux de Longwy

Adresser l'argent à Caisse mutuelle de dépôt et de prêts Solidarité Usinor CGT-CFDT Compte No 32 837 - 7 - 45 Place Leclerq — Longwy-bas

Le 13 mai à Fameck, une collecte sera organisée en faveur des grévistes d'Usinor. Les stocks qui auront été collectés d'ici là dans les entreprises seront rassemblés ce jour-là et remis aux sidérurgistes de Longwy.

#### LE PROGRAMME DU 13 MAI

Avec la participation de sidérurgistes de Sacilor. de Sollac, d'Usinor-Longwy, des hauts-fourneaux d'Uckange, des travailleurs de la Sotracomet, des travailleurs immigrés de la Sonacotra.

sidérurgistes. Mais il n'y eut mise. jamais d'initiative permettant aux sidérurgistes des différentes entreprises d'Usinor d'engager l'action ensemble, en même temps, d'initiative qui soit prise suffisamment tôt après l'an-nonce des licenciements.

Une seule initiative allant dans le sens d'une action commune des sidérurgistes eut lieu : la marche sur Dunkerque. Or, que se passa-t-il? La direction de la fédération CFDT des Mé-taux, quelques jours plus tôt, suspendait la section de Dankerque. Dès lors, la marche était déjà très compro-

De son côté, la direction de la CGT s'opposa à la participation des travailleurs cette marche. Le résultat de tout cela, c'est que les sidérurgistes ont lutté ici et là, avec courage mais isolé-

N'était-il pas clair pourtant que seule une action d'ensemble était susceptible de faire reculer un patronat et un gouvernement décidés à appliquer leur plan de li-cenciements ? De nombreux travailleurs n'ont-ils pas été découragés par la perspective d'une lutte isolée et par même compromise ?
Pierre BURNAND

#### TEMOIGNAGES DE SOLIDARITE

E nombreux messages, motions ou témoignages de solidarité ont été adressés de tous les coins du pays aux sidérurgistes du Nord et de la Lorraine. Notamment : Ouvrières de la Spiram de Toulouse, syndicat CGT inter-entreprises des intérimaires du Tricastin (Vaucluse-Drôme) ; section syndicale CFDT Delattre Leviver à Marcoule ; intérimaires CGT centrale du Tricastin Drôme-Vaucluse ; section syndicale CFDT Montpellier (Hérault) ; section 1er degré du SGEN-CFDT de l'Hérault : section CFDT du Crédit mutuel de Vendée, Deux-Sèvres et Charente-Maritime ; Comité de parti régio-nal (Languedoc-Roussillon) du PCML ; cellule Marcel Cachin du PCML de l'usine Éricsson de Brest, etc.

#### Motion adressée aux sidérurgistes de Longwy, aux syndicats CGT et CFDT

Camarades,

ES centaines de travailleurs, de différentes régions de France ayant participé le 29 avril au rassemblement de solidarité avec les sidérurgistes, organisé à Dunkerque par le PCML, adressent leur salut aux sidérurgistes de Longwy en grève pour la défense de l'emploi et contre le lock-out.

Face aux attaques patronales, la classe ouvrière a plus que jamais besoin de son unité. Nous considérons le combat que vous menez aujourd'hui comme notre propre combat contre les licenciements et le chômage. C'est pourquoi, dans nos entreprises, dans nos organisations syndicales, nous agissons en faveur de la solidarité avec votre lutte.

Nous exigeons également la libération immédiate de Roger Marin, chômeur de Longwy emprisonné à Paris depuis le 23 mars.

Conférence nationale paysanne du PCML

#### Appel de solidarité aux sidérurgistes

A Conférence nationale du Parti communiste marxiste-léniniste réunie récemment et consacrée au travail du Parti à la campagne, tient solennellement à marquer son entière solidarité, et à travers elle, celle des travailleurs de la terre de notre pays, aux ouvriers sidérurgistes du Nord et de l'Est, gravement menacés dans leur emploi par les monopoles et la politique de Giscard-

#### LEVALLOIS (HAUTS-DE-SEINE)

#### «Le besoin de faire savoir notre pleine solidarité»

Motion adoptée lors de la rencontre ouvrière faite à la Bourse du travail de Levallois (92) le 26 avril 1979, organisée par le comité de parti Manouchian

ES participants de la rencontre ouvrière du 26 avril qui a eu lieu à la Bourse du travail de Levallois réaffirment leur soutien aux sidérurgistes en lutte pour leur emploi et contre la politique de chomage des capitalistes. C'est parce que toutes et tous, nous avons à faire face et à lutter contre cette politique capitaliste que nous ressentons aujourd'hui le besoin de faire savoir notre pleine solidarité à ceux qui sont le plus touchés par les restructurations : vous, les sidérurgistes.

Mais c'est aussi parce que nous sommes conscients de l'enjeu que représente votre lutte comme un barrage important aux différentes restructurations que préparent les patrons et l'Etat et que, si votre lutte est sans succès, ce sera la porte ouverte à une attaque encore plus grande et plus systématique contre toute la classe ouvrière.

Enfin, ce message de solidarité représente pour nous tous ici présents un pas de plus dans l'effort que nous avons engagé dans nos organisations syndicales et politiques, auprès de nos camarades de travail, pour organiser un courant de solidarité plus large autour de votre lutte.

C'est déjà dans ce travail que nous renforcerons notre unité indispensable pour remporter des victoires futures.

#### Message de la délégation des travailleurs bretons

ES camarades venus des différentes villes de Bretagne et notamment d'Ericsson de Brest, de la Thomson de Brest, de l'AOIP de Guingamp, de Garnier-Redon, la SBIF-Redon, des PTT de Brest, de Meunier de Brest, des comités de chômeurs de Vannes et de Brest, des hôpitaux de Rennes et de Morlaix, du rectorat de Rennes, de la SNCF de Rennes, des communaux de Rennes, du quartier ZUP-Sud de Rennes, de Fougeres, de Lorient et des travailleurs agricoles de Redon, des étudiants de Rennes, apportent leurs salutations chaleureuses et affirment leur solidarité de classe avec la lutte des ouvriers de la sidérurgie frappés de plein fouet par l'attaque du patronat et du gouvernement au service du capitalisme,

Dans notre région, très différente, du fait de la faiblesse des implantations industrielles, l'em-ploi est aussi lourdement menacé. A côté des emplois ou-vriers, des milliers d'exploitations agricoles disparaissent chaque année et les marins-pêcheurs sont actuellement licenciés à tour de bras. C'est tout le problème de l'unité populaire, de l'unité ouvrière et paysanne qui est ainsi posée de façon urgente, l'unité autour d'une classe ouvrière forte, unie, solidaire dont le rassemblement d'aujourd'hui est le symbole.

Un emploi pour tous! Denain, Longwy, Dunkerque, Solidarité! Sidérurgie, électronique, navale, solidarité! Unité ouvrière et populaire !

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel L'Humanité rouge - Pour toute correspondance BP: 61 75861 Paris cédex 18 CCP: 30 226-72 D La Source Tel: 205-51-10

Directeur de publication : Andre Druësne Commission paritaire No 57 952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépô\* légal 2eme trimestre 1979

	au P	CML	ou i	encontre	r ses
			umani	té rouge,	boite

# Abonnez-vous à

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
mois	180 F	250 F	360 F
mois	90 F	150 F	180 F
mais	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher choisie.	la		00	le	5	Ci	934	95	d	20	rr	0.5	p	or	nd	a	nt		à	14	0	to	),[	m	ul	е
Nom .		77				1			4	4			Ų.				1	+			4	4			Ç	
Prénom																										
Rue																										

#### EN MARGE DU 23e CONGRES DU PCF

Le PCE et l'URSS

#### Qu'en pensera le PCF?

ANUEL Azcarate, le « ministre Affaires étrangères » du Parti communiste espagnol a fait récem-ment de très intéressantes déclarations au journal bri-Encounter tannique du 27/2/1979. Dans une interview consacrée aux rapports du PCE avec Mos-cou, après avoir renouvelé la condamnation du PCE de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, il déclare en particulier que le système de pouvoir en URSS « est devenu un instrument au service d'un groupe restreint de dirigeants qui ont soumis la population toute entière à leur despotisme bureaucratique ».

Faisant référence ensuite à certaines déclarations d'opposants du PCF, Azcarate poursuit : " Nous sommes allés beaucoup plus loin que ce que dit Elleinstein. Pour lui, la société soviétique est un « antimodèle du socialisme. Nous affirmons que l'Union soviétique n'est pas un État socialiste. D'après Elleinstein, l'URSS représente une forme de socialisme qui ne s'est pas développée. Nous considérons que l'Etat soviétique n'est pas socialiste mais, au contraire, qu'il représente plutôt le pire des aspects du capitalisme et de l'oppres-

A propos de la délégation tchécoslovaque

#### Une direction imposée par l'URSS

A direction actuelle du parti tchécoslovaque a été installée au pouvoir à la suite d'un coup de force des Sovié-tiques. Ce sont eux qui l'ont imposée.

Cela s'est fait en 1969. Le 28 mars, à l'occasion de la victoire de l'équipe tchécoslovaque de hockeysur-glace sur une équipe soviétique, le peuple tchécoslovaque manifeste sa hai-ne de l'occupant. Pour mieux parvenir à ses fins, celui-ci organise des provocations, comme la destruction des vitrines de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot à Prague.

Le 31 mars, Gretchko, ministre soviétique de la Défense, arrive en Tchécoslovaquie comme en pays conquis, sans en avertir les autorités tchécoslovaques. Et il lance aussitôt un ultimatum: ou bien Dubcek et les autres partisans du Printemps de 1968 sont destitués, ou bien les chars russtationnés depuis septembre 1968 à la campagne, réinvestissent les vil-

A la mi-avril, le Comité central du parti tchécoslovaque se plie à ces exigences. Il réhabilite ceux qui,

en août, avaient ouverte-ment comploté et collaboavec l'occupant : Bilak, Indra, Lenart, Kapek et compagnie. Le 18 avril, il Gustav Husak, premier secrétaire du parti, con-formément à l'ultimatum soviétique.

#### COMME PETAIN EN 1940

La direction actuelle du parti tchécoslovaque est is-sue de ce coup de force de 1969. On y retrouve en majorité ceux qui, en 1968, avaient comploté avec Moscou et soutenu l'agression en s'opposant ainsi à la direction légitime du parti et de l'État (faut-il ajouter que ces complots avaient été tramés dans les salons de Tchervonenko, alors ambassadeur soviétique à Prague et maintenant en poste à Paris ?

Personne ne peut le nier : la direction tchécoslovaque actuelle a été imposée par l'agresseur étranger au mé-pris de la volonté du pays. Comme en France il y a bientôt quarante ans, Pé-tain — ou en Norvège — Quisling.

Jean SCHUBERT

#### Parmi les délégations étrangères présentes

#### Le bourreau et la victime

N parcourant la liste des délégations étrangères présentes au congrès du PCF, on peut voir des choses surprenantes. Témoin la présence, com-me invités, à la fois du Front populaire de Libération de l'Erythrée et du DERG, le gouvernement éthiopien qui tente précisément d'exterminer le peuple érythréen dont le FPLE est l'émanation.

Lorsque l'on sait, en plus, que c'est avec l'aide des Soviétiques et des Cubains, présents eux ausi, que le gouvernement éthiopien massacre le peuple érythréen, on mesure l'étendue des contradictions dans lesquelles doit se débattre le PCF pour tenter de garder un masque anti-impérialiste tout en restant le fidèle soutien de la politique soviéti-

#### TCHECOSLOVAQUIE

#### Prolongation de la peine pour Jaroslav Sabata

Communiqué de presse.

E verdict prononcé aujourd'hui par le tribunal de Prague qui condamne Jaroslav Sabata à une peine supplémentaire de dix-huit mois constitue une nouvelle violation flagrante des droits de l'homme et du citoyen », déclarent les trente-trois personnalités du monde diplomatique et artistique, membres du Comité international pour le soutien de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, dont le siège est à Paris.

Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, avait été arrêté le 1er octobre 1978 et condamné en janvier à neuf mois de prison.

Loin de limiter la course aux armements, ces accords permettent à chacun des partenaires, et particulièrement à l'URSS qui disposait encore d'un léger retard dans ce domaine de moderniser à outrance leur potentiel nucléaire. Ainsi, près de 600 missiles soviétiques intercontinentaux vont recevoir l'aval officiel pour se voir doter de têtes nucléaires multiples. (Voir HR du 14/15 avril). Cet accord entérine d'autre part la supériorité stratégique soviétique sur les Américains. Au terme des accords, le potentiel soviétique sera de 10% supérieur au potentiel américain.

#### l'aveu américain A 5e session de la CNUCED se poursuit à Manille

aux Philippines. Robert Mac-Namara, président de la banque mondiale a déclaré dans son intervention: «Les mesures protectionnistes imposées par les Etats-Unis entre 1975 et 1977 ont coûté aux consommateurs 660 millions de dollars pour le sucre, 1 250 millions pour l'acier, 400 à 800 millions pour la viande, 500 millions pour les récepteurs de télévision et 1 200 millions de dollars pour les chaussures ». Le total représente quelque vingt milliards de nos francs lourds. On ne peut mieux reconnaitre que les mesures protectionnistes des pays capitalistes à l'égard des produits du tiers monde ne profitent nullement aux masses travailleuses, Elles ne servent qu'à sauvegarder les profits des monopo-

CNUCED:

#### SALT: signature en juin

E sécrétaire d'Etat, Cyrus Vance, a annoncé mercredi à Washington qu'un accord était intervenu entre les USA et l'URSS sur les accords de limitation des armements stratégiques. Les textes devraient être signés en juin entre Carter et Brejnev, probablement à Vienne.

#### Protocole d'accord UATRE protocoles de coopération scientifique et technique viennent d'être signés à Pékin entre la Chine et les USA. Ils portent sur la coopération bilatérale en matière de gestion scientifi-

Chine-USA

que, sur l'échange d'informations scientifiques et techniques, sur la coopération dans les domaines de la science et de la technologie atmosphériques, halieutiques et maritimes et sur la coopération dans le domaine de la métrologie et des standards. Ces accords résultent de l'accord signé le 31 janvier à Washington lors de la visite de Deng Xiaoping aux USA.

# A propos de l'article intitulé «L'entrevue Etchegaray-Chérèque du **4 janvier 1979**

ANS notre édition du mercredi 9 mai, nous avons publié le compte rendu d'une réurendu d'une reu-nion ayant eu lieu le 4 jan-vier 1979 entre une délé-gation de la CFDT et Etché-garay, alors nouveau PDG d'Usinor. Ce compte rendu avait été rédigé par W. Gir-giel, représentant de la di-rection de Châtillon-Neuve-Maison à catte réunion Co-Maison à cette réunion. Ce compte rendu nous a été transmis par un travailleur du Nord, non mem-bre de la CFDT. Dans notre commentaire, une informa-tion erronée a été faite. Nous indiquions en effet que cette rencontre avait eu lieu entre une déléga-tion de la FGM-CFDT conduite par Chéreque et la di-rection d'Usinor. Nous lais-sions également entendre que cette réunion pouvait avoir été secrète. Les faits exacts doivent donc être

Dès la mi-novembre, les sections CFDT des différents établissements d'Usinor avaient demandé une rencontre avec la direction d'Usinor dont le PDG était alors Hue de la Colombe, afin d'être informées sur les intentions précises du patronat. Cette réunion avait été demandée pour une date antérieure au 12 décembre, jour où devait avoir lieu le comité central d'entreprise

d'Usinor. A cette époque, l'annon-officielle des licenciements n'avait pas été faite, seules des rumeurs circu-laient. C'est pour en savoir

plus que les sections CFDT avaient demandé l'entrevue. La direction répondit en fi-xant la date du 4 janvier, c'est-à-dire après la réunion du comité central d'entreprise et en indiquant qu'elle refusait la présence d'un représentant de la fédération. Entre temps, avait eu lieu le Comité central d'entreprise du 12 décembre où avaient été annoncés les licenciements. A signaler que toutes les autres organisations syndicales avaient effectué des démarches identiques auprès de la direction d'Usinor, y compris la CGT. La réunion eut donc lieu le 4 janvier. Toutes les sections syndicales d'Usinor y étaient représentées par des délégués et en l'absence d'un représentant de la

Donc, à cette réunion, n'assistait pas Chérèque et elle n'était pas secrète. Par ailleurs, le compte rendu de cette réunion que nous avons publié n'est pas confi-dentiel ni destiné à la direction d'Usinor. Ce compte rendu a été transmis aux sections syndicales qui étaient représentées à cette réunion. Voici donc les faits qui devaient être rétablis.

Ceci dit, ce qui reste exact et essentiel, c'est que la FGM et Chereque personnellement se sont déclarés à plusieurs reprises favorables à la restructuration de la sidérurgie. Ce que Jacques Chérèque a d'all-leurs confirmé dernièrement lors d'un entretten qu'il a eu au congrès CFDT avec notre envoyé spécial.

#### Non à l'expulsion de Mogniss et Samir

EUX jeunes imconnus migrés pour être milipolitiques tants sont menacés d'expulsion pour « troubles graves de l'ordre public », en fait pour délit d'opinion. Toujours le même chantage à l'expulsion pour les immigrés s'ils se révol-

Loin de casser leur détermination, à l'annonce de la procédure, 500 personnes se réunissent en assemblée générale à la faculté de Nanterre. Depuis plusieurs semaines, l'action a permis de mettre sur pied un comité de soutien (\*) et plusieurs organisations démocratiques (CIMADE, Ligue des droits de l'homme) syndicales (SNEsup) ou politiques ont entrepris des démarches contre l'expulcarte de séjour de Samir Sivient d'être obt c'est une étape encourageante, ce n'est pas encore la 🗠 victoire : l'expulsion est une procédure administrative qui a peu à voir avec les services qui délivrent les cartes de séjour.

du tract-journal qu'ils diffusent, ils rappellent en outre les dangers de la réforme de l'ordonnance sur les expulsions : désormais, ce sinistre pouvoir n'appartiendrait plus au seul ministre de l'Intérieur, mais serait « décentralisé »,... on l'ima-gine, pour régler plus vite et plus discrètement les procédures.

(\*) Comité de soutien : 4 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris. Tél : 53143 38. Permanence mardi et vendredi de 19 h à 22 h.

Dans le numéro de mai

### ITINERAIRES DE RUPTURE AVEC LE PCF (2)

Il militait au Parti communiste français.
Parce qu'il était en désaccord et qu'on lui
refusait la parole, il a démissionné avant
le XXIIIe Congrès. Découragé?
Pessimiste? «Non!» pour Emile Jaffré

# «Il faut continuer la lutte»

OUS publions ici la fin de l'interview d'Émile Jaffré, réalisée par notre correspondant en Bretagne. E. Jaffré explique ici dans quelles circonstances il a été conduit à démissionner du PCF, comment le centralisme démocratique est bafoué dans la préparation du congrès. Pour E. Jaffré, le combat continue : il faut, avant tout, construire l'unité ouvrière.

Y. Dagorn: Tes « ennuis » avec la direction du PCF ont commencé comment?

E. Jaffré: Lorsque j'ai commence à débattre de mes divergences, je me suis vite apercu que ce que je disais ne collait plus du tout avec ce que je vendais. Or, dans ma cellule, personne ne voulait assurer la diffusion. J'avais tout le travail sur les bras : confection et bien souvent diffusion du bulletin de cellule, "ente de la presse, etc. Beacoup de camarades, dans ma cellule, n'avaient « jamais le temps ».

J'ai écrit à l'Huma pour leur demander d'arrêter de m'expédier les paquets de presse. J'ai fait un choix : j'ai demandé qu'on me décharge du CDH (NDLR : Comité de diffusion de l'Humanité) pour me consacrer plus entièrement à mes autres activités (je milite à la CGT, je milite à la fédération Cornell.

J'ai envoyé plusieurs lettres à

l'Huma qui ne m'a jamais répondu. On continuait à faire comme si de rien n'était. Jusqu'au jour ou j'ai été convoque par le secrétaire fédéral.

#### Quand ils ont vu que ça ne marchait pas ils ont tout fait pour m'écarter

Il m'a demandé ce que je faisais comme boulot. Je lui ai dit que j'étais routier. Il m'a propose de me trouver un boulot dans la région de Lorient. Il m'a aussi proposé de devenir secrétaire de la section de Ploemeur-Larmor. Perron (le secrétaire fédéral) m'a même proposé de rentrer au bureau fédéral après la conférence fédérale. Bref, il a essayé de m'accrocher, voire de m'acheter.

A partir du moment où ila ont vu que ça ne marchait pas, on a tout fait pour m'écarter de mes responsabilités au comité de section. Ils ont mis la réanion le lundi au lieu du vendredi. Comme je suis parti toute la semaine, je ne pouvais plus y assister... et les réunions du comité de section se passaient désormais sans contestation. Tout allait bien : la politique était approuvée à l'unanimité.

Avant le congrès, je ne recevais plus rien de la fédération. On avait mis des barrages. J'ai tout de même reçu les textes pour la préparation de la conférence fédérale. Je te lis : « Les délégués élus par la conférence de section sont mandatés pour porter à la connaissance de la conférence fédérale les décisions de la conférence de section prises à la majorité ». C'est abusif! Selon ce texte, il n'y a donc plus que les majoritaires qui ont le droit d'aller à la conférence. Il n'y aura donc plus besoin de discuter, étant donné qu'on aura fait en sorte que tout le monde soit d'accord avant. Pour justifier le barrage, le texte avance les articles 29, 30 et 31 des statuts. Je regarde les statuts aux articles cités: on en a fait une belle salade niçoise! Le mot majorité figure bien, mais pas à cette place: « Décision de la section prise à la majorité », ça c'est pour l'application... l'application après discussion! Ici, on s'en sert pour obtenir une majorité fabriquée qui exclut de fait toute discussion.

#### Pas de réponses politiques

Y. Dagorn: Et tu t'es senti écarté de toute discussion?

E. Jaffré? Le secrétaire de section m'a dit: « Tu pourras venir à la conférence fédérale. Mais tu ne pourras pas intervenir si tes positions ne sont pas majoritaires ». Je le répète: ça ne me parait pas normal que les minoritaires ne puissent pas s'exprimer. Je veux bien appliquer les décisions... mais si on ne les discute pas auparavant, ça ne colle pas!

Tout juste d'ailleurs si la cellule a pu s'exprimer. Lors de la
réunion de remise de cartes, le
secrétaire de section est venu
(nous avions, en fait, demandé
la venue d'un membre du Comité central). Lorsque nous
sommes venus à parler de la
démocratie dans le parti et des
libertés en URSS, il a voulu
couper court : « Arrêlez avec
ca, autrement je vais me fâcher! ». Toute la cellule était
d'accord avec moi : « On l'a
demandé ici pour donner des
explications. Si tu ne peux pas
nous répondre politiquement, il
faut nous envoyer quelqu'un
qui en soit capable ».

Y. Dagorn: Pas de réponses politiques... mais une tentative de remise en ordre.

E. Jaffré: Ils ont commencé à nous taper dessus: « La cellule de Guidel, il y a des problèmes. Des contestataires Ils démolissent la cellule. Ils sont influencés par la presse bourgeoise, etc. ». J'appelle le secrétaire fédéral: « Pas d'accord avec les insinuations. Je veux des explications politiques. Il faut que tu me reçoives ».

Il m'a reçu ainsi qu'un autre camarade de ma cellule. Je lui ai demandé pourquoi ma contribution n'était pas publiée dans l'Huma. Réponse : « Parce qu'elle a été publiée par l'extrême-gauche ». « C'est faux » lui disje. Il sort ma contribution du tiroir, avec la lettre de Romain Le Gal, à qui j'avais confié une copie pour qu'il la transmette à l'Humanité rouge. Je lui fais remarquer qu'elle n'a pas été publiée étant donne qu'il est spécifié qu'il ne fallait pas la publier. « Comment cetie lettre est-elle venue entre tes mains i » lui demandai-je. Evidemment, pas de réponse!

Je lui fais voir la lettre d'Yves Roucaute, parue dans Maintenant. Roucaute s'est fait casser la gueule à une réunion du PCF. Il sort le même journal de son tiroir : « On n'en a rien à foutre d'un journal comme ça ». Derrière de telles déclarations, on voit la liberté de la presse qui s'annonce!

N'y aurait-il donc que l'Humanité qui détienne la vérité sans que les autres journaux aient même la possibilité de paraitre? « Avec l'Huma, vous avez assez ». C'est exactement ce qui se passe à Moscou. Je ne suis pas d'accord : les camarades doivent découvrir la vérité par eux-mêmes! — « Si je te laisse parler, on va te demander: au nom de quei parti tu parles? ». Sousentendu, il est noyauté par le PCML. J'en conclus: avoir des relations avec des militants d'une autre organisation communiste, c'est pire que de s'acoquiner avec le RPR!

Y. Dagorn: C'est après cette entrevue que tu as démissionné?

E. Jaffré: Oui, c'est alors que j'ai démissionné. Je ne me faisais plus aucune illusion sur le PCF. Mon espoir était jusque là de dire, dans le cadre de la préparation du congrès, ce que je ressentais et de faire réfléchir les autres camarades. Mais je savais déjà qu'inévitablement, je quitterai le PCF après le congrès. Dans les positions du PCF, il n'y a pas d'issue. C'est clair.

#### «Je continue la lutte»

Y. Dagorn: Ce qui ne veut pas dire que l'avenir soit bouché. D'ailleurs, je crois, tu veux continuer à te battre...

E. Jaffré: Pour le moment, le plus important pour moi, c'est l'action syndicale. Je reste à la CGT et je vais la tête haute à l'union locale. Je n'ai rien à me reprocher, je ne changerai pas de trottoir.

Je suis persuade qu'il faut continuer à lutter. Qui ne lutte pas est écrasé. Comment se battre? En unissant le plus possible les ouvriers sur des objectifs précis. Or, quand on regarde les dirigeants syndicaux, ils font le maximum pour diviser, alors que justement leur rôle devrait être d'unir les travailleurs. Les dirigeants des grands partis, c'est la même chose et ce n'est pas sans rapport!

Il faut l'unité syndicale (Je serais même pour le syndical unique). Les directions syndicales s'alignent sur les directions des partis. Les travailleurs sont contre qu. Ce qu'ils veulent : se battre — dans l'unité — et quand il faut ! Quand les gars du PCF de l'arsenal refusent l'unité avec les travailleurs de la SBFM, c'est avant tout parce qu'on le leur a déconseillé d'en haut. Et il est trop facile de se justifier derrière des querelles de boutiques syndicales!

Y. Dagorn: Unité syndicale. Unité ouvrière. Mais quel est, d'après toi, le rôle que peut avoir un parti?

E. Jaffré: Pour Marx, le parti doit prendre le pouvoir pour le rendre au peuple. Unir la classe ouvrière, c'est le rôle du parti. Mais toute organisation qui dure longtemps peut être amenée à se corrompre. Il devient alors un pouvoir qui se sert de l'aspiration des masses à la justice et à la liberté. Une fois installé, il ne sert plus le peuple, mais s'en sert. C'est ce qui s'est passé en Union soviétique: le peuple devrait avoir le pouvoir; en fait, il est opprimé comme il ne l'a jamais été!

Y. Dagorn: Tu en déduis que tout parti dégénère obligatoire-

E. Jaffré: Non. Un vrai pouvoir communiste peut exister. Mais il faut qu'il y ait la possibilité d'éjecter les cadres. Non pas de leur couper la tête mais de les remettre au travail. Le principe du centralisme démocratique peut fonctionner mais il faut être vigilant!

J'ajoute encore qu'aucun parti politique ne fait de propositions valables pour améliorer réellement le sort des gens. Un parti d'avant-garde d'evrait faire des propositions d'avantgarde. Pour ce qui est du PCF, en réalité, il n'y en a pas.



Emile Jaffre, démissionnaire du PCF, en discussion avec Romain Le Gal, militant du PCML